# Le bilinguisme à l'école biennoise: quotidien ou vision d'avenir?

ÉLECTIONS BIENNOISES 24

La filière bilingue (FiBi) lancée à Bienne en 2010 pourrait être étendue après la phase pilote. Est-elle la solution idéale? Trois candidates au Conseil municipal livrent leur point de vue.

Les candidates des trois listes du Conseil municipal sont favorables à davantage d'échanges entre les cultures et les langues au sein des écoles. archives

**Julie Gaudio**

Plus grande ville bilingue de Suisse, Bienne sert de laboratoire à un projet pilote inédit: mêler deux langues, deux cultures et deux plans d'étude dans une filière scolaire unique. Lancée en 2010 à l'école enfantine, la filière bilingue (FiBi) s'est naturellement étendue aux niveaux suivants, jusqu'au dernier degré d'école obligatoire. Le Canton de Berne a donné son aval pour prolonger le projet jusqu'à la rentrée 2027. Faut-il l'étendre au-delà? Si oui, sous quelle forme? Et de manière générale, que faut-il faire pour promouvoir l'apprentissage des langues tout au long de la formation?

Si cette thématique n'est pas celle qui crée le plus de conflits entre les élus, elle demeure néanmoins sujette à quelques nuances. Trois candidates au Conseil municipal, dont deux sortantes, partagent leurs idées avant l'échéance du 22 septembre. «J'ai conscience que les demandes pour intégrer la FiBi sont nombreuses. L'idéal serait d'offrir davantage de places. Toutefois, le cadre légal fixé par le Canton ne nous le permet pas actuellement», précise d'emblée Glenda Gonzalez Bassi, la directrice de la Formation, de la culture et du sport, également tête de la liste de gauche Bienne solidaire.

Afin de pouvoir transformer le projet pilote en réalité, une évaluation définitive sera menée. «Elle consistera à mesurer comment les enfants s'en sortent, du début jusqu'à la fin de leur scolarité. Sitôt que le Canton aura déterminé si la FiBi peut être prolongée, les Communes pourront s'organiser», promet la conseillère municipale socialiste. «Cependant, l'idée n'est pas de l'étendre à toute la Ville de Bienne et d'en faire un modèle de scolarité unique. L'exemple d'Evilard, où une telle proposition a été massivement rejetée, nous montre que cela n'aurait aucun sens.»

### La FiBi, mais pas que

Sa collègue du Conseil municipal Natasha Pittet abonde en son sens. «Si nous pouvons imaginer davantage de FiBi, en avoir trois par exemple, comme il existe trois écoles secondaires à Bienne, nous ne devons pas l'imposer partout. Tout le monde n'en fait pas la demande, surtout côté romand», avance la directrice de l'Action sociale et de la sécurité. Membre de la Commission scolaire lorsque la FiBi a été lancée, l'élue du Parti radical romand (PRR) salue en tout cas la création d'un «plan d'étude bien-nois», combinant le Lehrplan 21 (germanophone) et le Plan d'étude romand.

Préposée de la division Maturité professionnelle au Centre de formation professionnelle (CFP) de Bienne, et candidate sur la liste des Vert'libéraux, Tamara Michel se montre un peu plus critique. «J'entends souvent le reproche que la FiBi serait trop élitaire. Je ne suis ainsi pas favorable à une extension telle qu'elle existe actuellement, mais souhaiterais étendre le bilinguisme à l'école sur tout le territoire», appuie-t-elle.

### Créer des ponts

Pour ce faire, elle préconise davantage de ponts entre les deux communautés linguistiques. «Au CFP, nous avons par exemple une seule direction bilingue, plutôt qu'une directrice ou un directeur dans chaque langue. Après, rien n'empêche d'avoir des classes parallèles monolingues, tout en permettant des points de contact entre elles, selon la volonté des enseignantes et enseignants. Cela doit rester quelque chose d'ouvert et vivant», soutient-elle.

Natasha Pittet partage ce point de vue et cette idée d'harmoniser les entités scolaires. «Celles de Mâche et Madretsch sont organisées totalement différemment selon les langues. Pourtant, les écoles hébergent parfois, au même endroit, des classes francophones et germanophones», assure-t-elle.

Les trois candidates s'avèrent en tout cas convaincues que rien ne vaut l'immersion pour apprendre le français ou le suisse-allemand. Et pour cela, le sport et la culture demeurent d'excellents vecteurs de communication. «Les Ecoles à journée continue également, au sein desquelles les enfants se mélangent pour partager leur repas et jouer ensemble», conclut Glenda Gonzalez Bassi.

## La difficile équation de l'apprentissage

«Les places d'apprentissage occupées par des francophones ne représentent environ que 30% à Bienne, pour une population romande de plus de 40%.» Le Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne (CAF), qui se bat depuis 10 ans pour que la situation change, n'est pas le seul acteur à s'inquiéter de cette situation. «Le manque d'offres dans une langue peut entraîner la suppression de certains métiers et impacter toute une partie de la population», alerte Glenda Gonzalez Bassi, conseillère municipale socialiste. «L'apprentissage est le fruit d'une combinaison entre trois acteurs: les entreprises qui offrent les places, l'Etat qui gère les écoles et les associations patronales qui s'occupent des cours interentreprises. Il faut que les trois jouent le jeu. Si une école se trouve trop éloignée du lieu de domicile ou si une entreprise ne dispose pas d'un formateur francophone, les élèves changent de profession. Et à terme, si cela se généralise, la filière ou la profession devient monolingue. L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver», admet-elle.

Sa collègue du Municipal, la libérale-radicale romande Natasha Pittet, cite à ce propos l'exemple de la vente. «La Ville de Bienne s'est battue avec le CAF pour que des grandes entreprises comme Coop et Migros acceptent des apprentis francophones. Nous devons continuer cette lutte», affirme-t-elle.

### ceff Artisanat bienvenu

Tête de la liste des Vert'libéraux pour le Conseil municipal, Tamara Michel refuse en tout cas de charger les petites entreprises. «Nous ne pouvons pas exiger des PME qu'elles créent des postes d'apprentissage bilingues. Elles ont déjà suffisamment de contraintes», défend-elle. «Nous pouvons plutôt encourager l'apprentissage des langues chez les jeunes, et ce, de manière ludique et agréable.» Quoi qu'il en soit, les trois femmes saluent la venue du ceff Artisanat à Bienne, à la suite du départ de Moutier dans le Jura. «C'est une chance pour le renforcement de la francophonie et du pôle de formation à Bienne», s'enthousiasme Tamara Michel. «C'est une chance pour les jeunes et les entreprises qui manquent de main-d'œuvre», enchaîne Natasha Pittet. «C'est une chance pour toute la région, car cela nous permet de renforcer nos liens avec le Jura bernois», termine Glenda Gonzalez Bassi.